

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

3 March 2015

Seven Rwandan Hutu rebels killed in DR Congo fighting

Source: AFP World News

Goma, 1 March 1, 2015 - Seven Rwandan rebels have been killed and at least 20 captured in the Democratic Republic of Congo in a government offensive that has widened to include swathes of the country's southeast, authorities said Sunday.

"Since the start of the operation four FDLR (Democratic Forces for the Liberation of Rwanda) have been killed in North Kivu and three in South Kivu," said government spokesman Lambert Mende.

After weeks of delay DR Congo launched a fresh offensive Tuesday against rebels active in the restive North and South Kivu provinces in the country's east.

Hutu rebels have been active in the area since older members of the movement first fled across the border from Rwanda in 1994.

The rebels are accused of taking part in the mass slaughter that year of some 800,000 people in Rwanda, mainly from the Tutsi minority, before a Tutsi-led rebel front seized power.

Mende also announced the offensive has grown to include territory in the nation's northern Katanga province, which borders Zambia and Angola.

DR Congo's east, which is rich in precious minerals, has been unstable for the past two decades, with tens of foreign and local armed groups operating there.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Six days into the government army campaign, rebels were fleeing clashes with soldiers in South Kivu, while fighting was fierce in North Kivu, which includes UNESCO World Heritage Site Virunga National Park.

"We are in the midst of guerilla warfare. The enemy knows the park and he is trying to resupply through ambushes," an army officer told AFP.

"We're still hunting them. The message we send to them is to turn themselves in for repatriation or resettlement," he added.

The FDLR is believed to number 1,500-2,000 fighters. The rebels have been implicated in serious human rights violations, including killings, rape, looting and the forcible enlistment of children.

The UN mission in DR Congo, MONUSCO, was to help with the offensive, but withdrew its offer after Kinshasa refused to remove two generals leading the campaign who are accused of human rights abuses by the United Nations.

"A minor setback has resulted in our partner MONUSCO not being with us, but we are not at war with MONUSCO," Mende said. "We want to do things for ourselves, we want to show that we can defend ourselves."

Burundi : Opposition et société civile menacent de descendre dans la rue

Source: Agence Afrique

Les militants de l'opposition et les membres de la société civile menacent de descendre dans les rues de Bujumbura la capitale du Burundi si le président Pierre Nkuruziza ne se révisait pas à son idée de se représenter pour un troisième mandat à la tête de l'Etat.

27 février 2015 - Le président du Forum pour la conscience et développement (FOCODE), Pacifique Ninanahazwe a fustigé l'attitude du président Nkuruziza qui d'après lui s'obstine à nourrir son projet de se représenter pour un troisième mandat consécutif à la tête de l'Etat. La constitution actuelle du Burundi limite le nombre de mandats à deux. « Il semble faire la sourde oreille », a-t-il déclaré dans une correspondance adressée au chef de l'Etat, lui demandant de ne pas être candidat.

« Nous irons à la manifestation dans les rues et les citoyens burundais ont bel et bien montré qu'ils peuvent le faire », a soutenu Pacifique Ninanahazwe, faisant allusion aux

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

manifestations récentes organisées dans la capitale burundaise par une foule qui venait saluer la libération du journaliste Bob Rugurika de la Radio publique africaine (RPA).

Le 4 février dernier, un collectif de 304 associations de la société civile avait demandé au président Pierre Nkuruziza de prendre exemple de son collègue de RDC, Joseph Kabila, en annonçant tout de suite qu'il ne serait pas candidat à la prochaine élection présidentielle de 2016. Ce dernier avait opposé une fin de non-recevoir à cette demande. D'après le CNDD-FDD, le parti au pouvoir, le président burundais s'est déjà suffisamment exprimé sur la question et qu'il appartenait à la direction de son parti de son choisir le candidat à la prochaine présidentielle.

Burundi : le pouvoir organise une contre-manifestation "pour la paix"

Source: Jeune Afrique

Une foule immense a participé samedi à Bujumbura à une manifestation "pour la paix" organisée par le pouvoir, qui en a profité pour accuser l'opposition, ainsi qu'une partie de la société civile et des médias, de ramener le pays sur le chemin de la guerre.

28 février 2015 - Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale burundaise, a constaté l'AFP. Mais le pouvoir a aussi mobilisé dans d'autres communes du pays.

Ces rassemblements sont un nouveau témoignage des tensions grandissantes au Burundi à l'approche d'une présidentielle-clé prévue en juin.

Ils font écho à la manifestation monstre qui a accueilli mi-février la sortie de prison du directeur de la très populaire radio RPA, Bob Rugurika, réputée proche de l'opposition et qui était elle-même un message clair au président Pierre Nkurunziza pour qu'il ne se représente pas.

"Nous sommes ici pour dénoncer tous ceux qui veulent nous ramener dans la guerre, tous ceux qui veulent organiser des soulèvements populaires", a lancé le maire de Bujumbura, Saïdi Juma, à la foule, dénonçant "certaines radios qui ont appelé les Burundais au soulèvement".

Les tensions croissantes au Burundi, petit pays d'Afrique des Grands Lacs à l'histoire post-coloniale marquée par des massacres interethniques et une longue guerre civile, se cristallisent de plus en plus autour d'une éventuelle nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

L'opposition et la société civile, pour qui la Constitution interdit au président de briguer un troisième mandat, sont décidées à lui faire barrage. Le camp du chef de l'Etat, qui réfute l'argument constitutionnel, semble vouloir tout mettre en œuvre pour sa réélection.

Deux camps déterminés

Samedi, la déclaration du maire de Bujumbura - un texte préparé par le gouvernement et envoyé à toutes les communes mobilisées - faisait clairement allusion aux principales radios privées du pays, à l'opposition radicale et à la société civile indépendante, bêtes noires du pouvoir.

"Nous demandons désormais aux forces de l'ordre et à l'administration de faire respecter la loi en empêchant l'organisation de toute manifestation non autorisée par l'administration", a exhorté M. Juma.

Officiellement, la manifestation de samedi devait rallier dans un premier temps le rond-point des Nations Unies à la place de l'Indépendance, sur un parcours long de trois kilomètres, mais ce parcours a été modifié à la dernière minute pour faire passer les manifestants devant la RPA.

La police du Burundi n'a pas fait de décompte, mais les manifestants ont défilé pendant une vingtaine de minutes en rangs serrés à travers les rues de la capitale, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Nous n'avons rien à envier à ceux qui se sont soulevés dernièrement pour déstabiliser la paix et la démocratie dans ce pays. Nous sommes plus nombreux qu'eux et (...) nous allons les chasser des rues s'ils y reviennent", a menacé Hamza Venant Burikukize, secrétaire général d'une plate-forme d'ONG proches du pouvoir.

Selon des sources à la mairie de Bujumbura, les autorités "ont mis tout le paquet pour mobiliser les habitants".

Des dizaines de bus en provenance de la périphérie de Bujumbura sont arrivés bondés samedi à l'aube. Les élèves de nombreuses écoles secondaires ont reçu l'ordre de participer à la manifestation et des taxis-motos et taxis-vélos disent avoir été payés pour y prendre part.

Le long du cortège, de nombreux militants du parti au pouvoir (CNDD-FDD) se sont dit prêts à en découdre si d'autres manifestations étaient organisées contre un troisième mandat du président.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Nous sommes déterminés à défendre la démocratie, nous irons dans la rue pour en chasser tous ces gens qui refusent une compétition démocratique", assure Abraham, un jeune militant du parti. "Nous allons les combattre de toutes nos forces, et nous vaincrons".

La société civile et l'opposition burundaise ont dénoncé, dans les manifestations de samedi, "une manipulation orchestrée par le parti au pouvoir". Mais "ces gens ne nous font pas peur, cette tentative de démonstration de force ne va pas nous empêcher de descendre dans la rue pour contraindre Nkurunziza à renoncer à son projet s'il essaie de briguer un nouveau mandat", a déclaré à l'AFP Léonce Ngendakumana, président de l'ADC-Ikibiri, l'une des deux principales coalitions d'opposition.

Burundi: Gérard Nduwayo candidat à la présidentielle 2015

Source: Pana

3 février 2015 - Un quatrième candidat déclaré à la présidentielle de 2015 au Burundi - L'Unité pour le progrès national (UPRONA) va présenter son ancien porte-parole, Gérard Nduwayo, à l'élection présidentielle de juin prochain face à trois autres candidats de l'opposition déjà déclarés, suite à une décision du congrès extraordinaire de l'ex-parti unique qui a été rendue publique dimanche.

Les autres partis politiques de l'opposition qui ont déjà annoncé des noms de candidats à la présidentielle des prochains mois sont le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) qui va aligner Léonce Ngendakumana (président du parti), le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) qui compte sur Léonard Nyangoma, un vieux routier de la politique nationale, ainsi qu'Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) qui fut longtemps journaliste avant de se lancer en politique.

Deux de ces candidatures sont atypiques étant donné qu'elles émanent des leaders politiques du CNDD et du MSD en exil et instables depuis la fin des précédentes élections générales de 2010 qui avaient été marquées par une forte tension post-électorale.

Un suspens de façade est par contre entretenu du côté du parti au pouvoir qui renvoie depuis quelques temps les impatients à un congrès des prochains jours, avec une forte probabilité de reconduire le chef de l'Etat sortant, Pierre Nkurunziza, de l'avis des observateurs attentifs à l'actualité électorale du moment au Burundi.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Des organisations de la Société civile locale font partie des observateurs qui ne doutent pas trop de cette éventualité et sont en campagne depuis plusieurs semaines pour barrer la route à la candidature du président sortant, qui ne doit pas briguer un 'troisième mandat' sans violer les textes de loi électoraux en vigueur dans le pays, à leurs yeux.

La mouvance présidentielle n'est cependant pas d'accord avec ceux qui soutiennent que le chef de l'Etat sortant en serait à son troisième mandat, s'il venait à se représenter pour la présidentielle de cette année.

L'argument contraire est que le président sortant avait été élu par le Parlement en 2005 et non au suffrage universel direct pour conclure un premier mandat et en bonne et due forme.

Le mandat qui compte, pour la mouvance présidentielle, est celui de 2010, quand le président sortant a été élu pour la première fois au suffrage universel direct après des années de régimes transitoires issus d'arrangements politiques suite à l'instabilité politique liée aux années passées de guerre civile dans le pays.

Si ces arguments ne sont pas convaincants, il reviendra à la Cour constitutionnelle du pays de trancher, estime-t-on toujours du côté de la mouvance présidentielle.

Le pouvoir en place compte encore utiliser l'ultime argument de la force publique au cas où les organisations de la Société civile venaient à mettre à exécution leur plan déjà annoncé de mettre dans les rues la population pour contrecarrer la candidature à sa propre succession du président sortant.

Cette perspective commence à produire des effets pervers dans certaines contrées reculées du pays où des citoyens retireraient leurs avoirs des banques en prévision d'une guerre imminente qui découlerait du mauvais climat préélectoral qui prévaut dans le pays, annonçait samedi un reporter de la radio nationale du Burundi dans le Nord-est du pays.

Le gouvernement a organisé samedi, dans les 17 provinces du pays, des marches-manifestations populaires 'pour la paix et pour conjurer la guerre annoncée'.

Des noms d'activistes de la Société civile et des médias ont été conspués lors des marches-manifestations de samedi pour leur implication dans la campagne contre un troisième mandat, pour le moment supposé du président sortant.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Rwandan singer convicted of plot to kill president

Source: dpa, Reuters, AFP

A court has sentenced popular singer and composer Kizito Mihigo to ten years for conspiring against the government, including plans to assassinate President Paul Kagame. Mihigo has pleaded guilty to the charges.

3 March 2015 - Appearing before Rwanda's High Court on Friday, the 33-year-old musician Kizito Mihigo was also convicted for inciting hatred against the government and plotting to kill other senior officials. Mihigo pleaded for forgiveness during his trial, which may have led which led to a reduced sentence of ten years.

His alleged co-conspirators, radio journalist Cassien Ntamuhanga and former soldier Jean Paul Dukuzumuremyi, are set to spend 25 and 30 years in prison respectively.

Both Mihigo and the journalist Ntamuhanga plotted with the opposition party Rwanda National Congress on social media, according to the prosecution.

"It's a shame, it's not justice. This is ridiculous," Ntamuhanga told reporters as prison guards pulled him from the courtroom. "No matter how long the night is, the sun appears."

He said he planned to appeal immediately.

The prosecution also claimed that the third alleged conspirator, former soldier Dukuzumuremyi, has received money to carry out grenade attacks in the Rwandan capital Kigali.

The singer Mihigo was also found guilty of "forming a criminal group" and "conspiracy to commit murder" including targeting Rwanda's president Kagame, and inciting hatred against the government.

Famous for singing the national anthem

During his trial, the musician admitted that he had discussed a peaceful regime change with the Rwanda National Congress, which is based in South Africa.

Mihigo is a Tutsi survivor of Rwanda's 1994 genocide, committed by members of Hutu majority. Prosecutors said that the popular singer was "in charge of mobilizing the youth" for the exiled opposition party, as well as Rwandan Hutu rebels operating from neighboring Democratic Republic of Congo, who allegedly include genocide perpetrators in their ranks.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Mihigo is well-known in the country for performing national anthem at official events, including some attended by President Paul Kagame, a former Tutsi guerrilla leader.

President Kagame, who has been in power since 2000, has been praised for bringing economic growth and stability to Rwanda, though he has also been criticized for concentrating too much power in his own hands and cracking down on dissent.

In addition to civil society groups accusing the president and his government of human rights abuses, the Rwanda authorities were also criticized by Reporters without Borders for the conspiracy trial.

Rwanda: 10 ans de prison pour le chanteur populaire Kizito Mihigo

Source: MaliActu.net

27 février 2015 - Un chanteur rwandais très populaire, Kizito Mihigo, a été condamné vendredi à 10 ans de prison à Kigali, reconnu notamment coupable de conspiration contre le gouvernement du président Paul Kagame.

Kizito Mihigo, arrêté en avril, a aussi été reconnu coupable de « formation d'un groupe criminel » et « d'entente en vue de commettre un assassinat ». Faute de « preuves », le juge n'a en revanche pas retenu l'accusation de complicité dans un acte terroriste.

Le juge a expliqué n'avoir pas suivi le procureur, qui avait requis la perpétuité contre le chanteur, tenant compte du fait que Kizito Mihigo avait « plaidé coupable et demandé pardon ».

Kizito Mihigo, auteur notamment de chants liturgiques, était jugé aux côtés de trois co-accusés: un journaliste, Cassien Ntamuhanga, un soldat démobilisé, Jean-Paul Dukuzumuremyi, et Agnes Niyibizi, une femme accusée d'avoir servi de trésorière au Congrès national rwandais (RNC).

Le RNC est une formation d'opposition considérée comme terroriste par Kigali. Ses dirigeants, en exil, sont des transfuges du Front patriotique rwandais (FPR), le parti de Paul Kagame.

Jean Paul Dukuzumuremyi et Cassien Ntamuhanga, reconnus coupables de toutes les charges, ont écopé respectivement de 30 et 25 ans de prison. Agnès Niyibizi a été acquittée.

Les quatre accusés étaient jugés depuis novembre dans la capitale rwandaise. On leur reprochait la préparation d'attentats pour venger la mort d'un fondateur du RNC, Patrick

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Karegeya, ex-chef des renseignements rwandais retrouvé mort étranglé en Afrique du Sud début 2014.

Kizito Mihigo, un rescapé du génocide de 1994 contre les Tutsi, aujourd'hui âgé de 35 ans, avait plus spécifiquement été accusé d'avoir mobilisé des jeunes pour le RNC et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle hutu rwandais lui aussi en exil et dont des membres sont accusés d'avoir activement participé au génocide de 1994 qui a fait 800.000 morts, essentiellement parmi les Tutsi, selon l'ONU.

Le procureur l'avait aussi accusé d'avoir évoqué « un renversement » du gouvernement et d'avoir établi une liste de « personnes à tuer », qui incluait le nom de Paul Kagame.

Des quatre co-accusés, seul le chanteur, contre l'avis de ses avocats, avait plaidé coupable.

Au cours du procès, Kizito Mihigo, qui selon des proches a été détenu illégalement une semaine avant son arrestation, a reconnu des conversations par internet avec un membre du RNC dans lesquelles il critiquait fortement le gouvernement.

- Pouvoir fébrile -

L'arrestation de ce chanteur qui avait participé à l'écriture de l'hymne national rwandais, qui militait ouvertement pour la réconciliation nationale et qui, jusqu'aux célébrations du 20e anniversaire du génocide, était de toute les cérémonies officielles, avait provoqué l'incompréhension au Rwanda.

Pour des observateurs, il paie aussi certainement une chanson qu'il venait d'écrire et dans laquelle il évoque les crimes que le FPR est accusé d'avoir commis avant son arrivée au pouvoir, pendant l'offensive qui a mis fin au génocide puis lors des traques des présumés génocidaires qui ont suivi. Le sujet est encore extrêmement tabou dans ce pays d'Afrique des Grands Lacs.

Dans cette chanson, sortie sur internet juste avant l'anniversaire du génocide et immédiatement interdite, il estimait que « la mort n'est jamais bonne, que ce soit le génocide, la guerre, les vengeances, les accidents ou les maladies ». « Je suis un rescapé du génocide, mais ce n'est pas pour autant que j'ignore la souffrance des autres », poursuivait-il.

« Je suis convaincu que c'est par rapport à cela qu'il a été arrêté », estime un défenseur rwandais des droits de l'Homme. « Cela revenait à demander que le FPR reconnaisse les crimes commis par ses militaires ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Quoi qu'il en soit, jugent des analystes, ce procès a montré la fébrilité d'un régime qui, à l'approche d'une présidentielle à laquelle Paul Kagame est fortement soupçonné de vouloir se représenter, musèle de plus en plus toute voix dissonante.

C'est « un signe que le gouvernement est en ce moment sur la défensive », estime Susan Thomson, professeur à l'université Colgate de New York et auteur de livres sur le Rwanda. « Je le lis comme un signe de faiblesse (...) parce qu'ils doivent éliminer les gens avec une assise potentielle dans le pays ».

Selon elle, le gouvernement envoie ainsi un message à ceux « qui auraient envie d'être politiquement actifs ».

Congo warlord's acquittal upheld by ICC as assault on Hutu militia begins

Source: The Conversation (Blog)

Note: This article has been updated to reflect the ICC's decision to uphold Ngudjolo's acquittal.

27 February 2015 - The Democratic Republic of Congo (DRC) has launched long-planned strikes against Rwandan Hutu rebels on its territory, after they failed to meet a disarmament deadline.

The strikes mark a major escalation in a conflict that claimed close to six million civilian lives, but which has never really gone away.

Meanwhile, the final chapter in one of the most notorious atrocities of the Second Congo War is about to be told. The International Criminal Court (ICC) has upheld the acquittal of militia leader Mathieu Ngudjolo – 12 years after the Bogoro massacre for which he was originally tried.

Acquittal and appeal

On February 24 2003, armed groups allegedly led by Ngudjolo and Germain Katanga attacked the Hema village of Bogoro. More than 200 civilians were killed, most of them children. Homes were ransacked, and survivors were locked in a room filled with corpses. Many of the attackers were made up of child soldiers in their ranks. Women and girls were dragged away by the attackers to be gang-raped for days.

Ngudjolo was long wanted by the International Criminal Court (ICC) for leading one of the Lendu groups that committed crimes during the attack on Bogoro. He was finally

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

arrested in the DRC and transferred to the court in February 2008. Ngudjolo was jointly charged with co-accused Germain Katanga for committing war crimes and crimes against humanity in Bogoro. He pled not guilty, claiming he had been in another town delivering a baby at the time of the massacre.

In December 2012, the Trial Chamber acquitted him, holding that the prosecution had not proven beyond reasonable doubt that he was the commander in charge of the Bogoro attack. But the prosecution appealed the decision, arguing that the Trial Chamber misapplied the standard of proof, did not consider all the evidence, and failed to provide a fair and expeditious trial.

Ngudjolo and his defence team claimed that the prosecution's appeal continued to harass the defendant, who they described as the "victim of everything that has happened".

In the end, the appeal decision upheld the original trial decision and confirmed his acquittal. Despite a confession made by Ngudjolo to a UN investigator on his organisation of the Bogoro massacre, the ICC found that this statement was too general, and was probably a gambit to obtain a promotion in the DRC army. In addition, the appeal chamber found that the original failure to release full phone records to the prosecution implicating Ngudjolo in intimidating witnesses did not undermine the prosecution's right to a fair trial.

But the acquittal of Ngudjolo stems from disturbing weaknesses in the ICC prosecutor's original investigation – which in turn shows just how difficult it is to secure justice for victims and perpetrators in a conflict as sprawling as the DRC's.

Hard graft

Investigating international crimes is an enormously difficult task. The ICC prosecution has fallen short of its own standards in the past – and it will continue to do so. The court faces the unique challenge of investigating international crimes during conflict or insecure areas without the benefit of its own police force, meaning it relies on states to co-operate in investigations – even when they are as fragile and embattled as the DRC.

And while the ICC judges have doggedly safeguarded defendants' right to a fair trial, the prosecution in Ngudjolo's case failed to effectively conduct a thorough investigation that could deliver justice to the Bogoro victims.

Despite the prevalence of sexual violence in Ituri and at the Bogoro massacre for which he was originally convicted, Ngudjolo was not found responsible for rape or sexual violence. There are similar concerns in the case of Uganda's Dominic Ongwen, who faces very narrow charges despite the array of crimes of which he is suspected.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Perhaps these “representative” prosecutions are the best the ICC can do with its limited resources and constrained investigations. But ultimately, it is up to states to effectively investigate and prosecute those responsible for crimes on their territory and to provide reparations directly to victims.

Bad neighbours

The cases before the ICC need to be considered in the wider context of the conflict in Ituri and the Great Lakes region.

Much of the ethnic violence in the eastern DRC began with atrocities committed by Ugandan forces. The UN International Court of Justice also found Uganda responsible for killing, torturing and targeting civilians, destroying and looting their property, and training child soldiers, amongst other violations. In 2005, the Ugandan government was ordered to pay billions of dollars to the DRC in reparations – but ten years on, the money has yet to materialise.

Rwanda, meanwhile, has been heavily involved in the conflict in the eastern DRC since the end of its own genocide in 1994. Rwanda has backed pro-Tutsi groups such as the CNDP and M23 against Hutu groups such as the FDLR in the neighbouring Kivus, and UN investigators have documented the exploitation of resources by both Rwandan and Ugandan forces and their proxy militias.

One of Rwanda’s former militia leaders, Bosco Ntaganda, awaits trial before the ICC in June. He faces charges for crimes in Ituri, and was known as “The Terminator” in the Kivus for the atrocities his group committed there.

Two decades on from the Rwandan genocide, the failure of the international community and governments in the region to protect civilians and end impunity means the ICC’s work will only ever be a drop in the ocean. Despite the recent offensive against the Hutu FDLR by Congolese forces, the two sides have often fought together in the past and have committed numerous atrocities jointly.

The DRC and Uganda were early supporters of the ICC, but they have failed to hold their own forces to account for past atrocities and to stop them from committing more. And now the 22,000-strong UN peacekeeping force in DRC has backed out of the planned assault on FDLR rebels because the DRC will not withdraw two generals who are implicated in past human rights violations. That in turn sets the stage for increased Rwandan involvement – and with it, the risk of renewed cross-border violence with massive casualties.

For justice of victims of international crimes to be truly done, states and the international community obviously need to do more to prevent and punish those who wish to commit

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

mass atrocities. But how to “do more” in countries as messy and multi-polar as that in the DRC is far from clear.

Rwanda - France : Kagamé, en visite éclair à Paris, s'entretient avec Sarkozy

Source: Jeune Afrique

Paul Kagamé a effectué une visite au siège parisien de l'Unesco, le vendredi 27 février. Aucune rencontre avec des responsables du gouvernement français n'était au programme, mais le président rwandais s'est tout de même entretenu avec l'ancien président français Nicolas Sarkozy.

3 mars 2015 - C'était le seul évènement inscrit au programme officiel. Arrivé en France ce vendredi 27 février au matin, le président rwandais s'est rendu au siège de l'Unesco, où il a passé la majeure partie de la journée, avant de quitter l'institution vers 16h15.

Cette première visite de Paul Kagamé à Paris depuis 2011 s'est donc déroulée sans aucune rencontre avec des responsables du gouvernement français. Le compte Twitter de la présidence rwandaise a cependant précisé qu'en fin de journée, le chef de l'Etat avait eu un entretien avec le prédécesseur de François Hollande à l'Elysée et chef de file de l'opposition française, Nicolas Sarkozy, avant de reprendre l'avion.

Depuis la nouvelle brouille d'avril 2014, les relations entre Paris et Kigali sont au point mort. À l'époque, Paris avait annulé l'envoi d'une délégation ministérielle qui devait prendre part aux vingtièmes commémorations du génocide de 1994, à Kigali. La France entendait ainsi réagir aux accusations renouvelées de Paul Kagamé dans Jeune Afrique, selon qui Paris a participé à la "planification" et à l'"exécution" du génocide des Tutsis.

Imposant dispositif de sécurité

L'objet de sa venue à l'Unesco était de prendre part à une réunion de la "Commission du haut débit pour le développement digital" qu'il co-préside aux côtés du magnat mexicain des télécommunications Carlos Slim, de la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, et de Houlin Zhao, le vice-secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications. Le Rwanda a fait des nouvelles technologies un axe clé de sa stratégie de développement. Ce pays enclavé au cœur de l'Afrique centrale s'enorgueillit notamment d'avoir lancé un réseau internet mobile de quatrième génération (4G) l'année dernière.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Pendant la réunion, deux manifestations - une favorable, l'autre hostile au président rwandais - réunissant chacune quelques dizaines de personnes, étaient organisées aux abords du siège de l'Unesco, à quelques centaines de mètres l'une de l'autre.

L'organisation "Diaspora rwandaise de Belgique" s'était notamment organisée pour affréter trois bus d'une cinquantaine de personnes de Bruxelles, en coordination avec l'ambassade du Rwanda en France.

Pour éviter tout débordement, un imposant dispositif de sécurité était visible aux abords du siège de l'Unesco pendant toute la réunion. En fin de journée, la police procédait à des contrôles d'identité à l'encontre de manifestants. Le président rwandais venait de quitter le quartier escorté par ses propres agents de sécurité ainsi que des motards de la police française.

Rwanda: manifs pro et anti Kagame à Paris pour sa venue à l'Unesco

Source: Jeune Afrique

27 février 2015 - La venue vendredi à l'Unesco de Paul Kagame a été marquée par deux manifestations distinctes aux abords du siège de l'organisation internationale à Paris, l'une d'opposants au président rwandais, l'autre de ses partisans.

Le président rwandais était en France pour une réunion de l'UIT (Union internationale des télécommunications) à l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), où il copréside la commission sur le haut débit.

Une quarantaine d'opposants au président rwandais, ont manifesté près du siège de l'Unesco aux cris de "Kagame criminel, Kagame assassin", et pour réclamer "la démocratie et le respect des droits de l'homme" au Rwanda, où le régime autoritaire ne laisse aucun espace de liberté à l'opposition.

"Nous sommes là parce que la place de Kagame ne peut pas être dans les instances internationales mais devant un tribunal, pour répondre de sa responsabilité dans le génocide" de 1994, a déclaré à l'AFP Marcel Sebataware, venu de Belgique avec d'autres manifestants.

Pour ce membre des Forces démocratiques unifiées, parti d'opposition dont la présidente Victoire Ingabire est en prison pour conspiration au Rwanda, Paul Kagame "est co-responsable du génocide parce que c'est lui qui a commandé l'attentat contre l'avion de Juvénal Habyarimana", l'ex-président rwandais dont la mort a déclenché le massacre des Tutsis.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Cette thèse attribuant l'attentat au Front patriotique rwandais de Paul Kagame n'a pas été confirmée par l'enquête de la justice française, selon laquelle le missile qui a abattu l'avion avait été tiré d'un camp tenu par la garde présidentielle rwandaise.

A quelques centaines de mètres de là, 70 à 80 personnes, certaines venues de Belgique ou des Pays-Bas, ont manifesté pour souhaiter la bienvenue à Paul Kagame, brandissant des pancartes avec "Rwanda knows its own history" (le Rwanda connaît son histoire) ou "au Rwanda aujourd'hui c'est la fraternité et la résilience".

Aucune rencontre du président rwandais avec les autorités françaises n'était prévue à l'occasion de son déplacement à Paris.

Paul Kagame accuse la France de complicité dans le génocide de 1994, reprochant à Paris d'avoir soutenu le gouvernement extrémiste hutu qui avait déclenché les tueries.

Paris a plusieurs fois rejeté ces accusations, assurant que les forces françaises n'avaient fait qu'oeuvrer à la protection des populations civiles.

Sentence for Rwanda's justice minister upheld

Source: Reuters

Nairobi, 28 February 2015 - Rwanda's high court on Friday upheld the life sentence of the genocide-era justice minister, who was convicted six years ago for her role in the 1994 slaughter in which 800 000 people were killed.

Agnes Ntamabyariro is the only senior official in the former government to have been brought to justice in Rwanda. Others were tried by the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) in the Tanzanian city of Arusha and elsewhere.

Ntamabyariro was found guilty in particular for her role in the murder of Jean Baptiste Habyarimana, the head of the Butare prefecture in southern Rwanda, who was a Tutsi.

Most of those killed in the genocide were minority Tutsis or moderates from the Hutu majority.

An appeal

"She is guilty of being an accomplice to carry out the genocide," Judge Muhima Benoit said.

Ntamabyariro, who pleaded guilty, was not present in court for the ruling, but her lawyer said he was considering an appeal because of the severity of the sentence.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"She still has the right to go the Supreme Court to appeal and I am ready to help her win this judicial fight," said her lawyer Gatera Gashabana.

Rwanda urged to take criminal action over BBC genocide film

Source: BBC

An inquiry in Rwanda has recommended that the government initiate criminal and civil proceedings against the BBC over a documentary which questioned official accounts of the 1994 genocide.

28 February 2015 - Inquiry head Martin Ngoga found that the documentary failed to meet the BBC's own editorial standards.

The BBC says it is "extremely disappointed" by the findings.

Rwanda suspended broadcasts by the BBC's Kinyarwanda language service after the TV documentary was aired.

"We stand by our right to produce the independent journalism which has made us the world's most trusted news source," the BBC said in a statement.

It said the programme was still going through its editorial complaints process.

"This process has not yet concluded but the provisional findings are that the documentary does not breach the BBC's editorial standards," the BBC said.

At least 800,000 people died in the genocide over a 100-day period in 1994.

Those killed are generally believed to be mostly members of the minority ethnic Tutsi group, and Hutus opposed to the mass slaughter.

The BBC programme Rwanda, The Untold Story, included interviews with US-based researchers who say most of those killed may have been Hutus, killed by members of the then-rebel Rwandan Patriotic Front (RPF), which has been in power since 1994.

The programme also included interviews with former aides of RPF leader President Paul Kagame, accusing him of plotting to shoot down the presidential plane - the act seen as triggering the slaughter.

He has strenuously denied previous such accusations.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Critics in Rwanda say that the documentary was an attempt to revise the history and facts of the genocide, and disrespected the memory of those who had died.

The BBC "strongly rejects any suggestion that any part of this documentary constitutes genocide denial".